

**DECISION N° 028 /ARCEP/DG/22**  
**Portant attribution de numéro court à l'Agence Nationale**  
**pour l'Emploi (ANPE)**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AUTORITE DE REGULATION DES  
COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES**

Sur rapport conjoint du Directeur des Infrastructures, Réseaux et Services, du Directeur Administratif et Financier et du Directeur Juridique et Protection des Consommateurs,

Vu la loi n°2012-018 du 17 décembre 2012 sur les communications électroniques telle que modifiée par la loi n°2013-003 du 19 février 2013 ;

Vu le décret n°2020-085/PR du 15 octobre 2020 portant nomination du directeur général de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;

Vu le décret n°2020-023-PR du 07 avril 2020 portant nomination des membres du comité de direction de l'ARCEP et de son président ;

Vu le décret n°2018-174/PR du 10 décembre 2018 fixant les taux, les modalités de recouvrement et d'affectation des frais et redevances dues par les opérateurs et exploitants de réseaux et services de communications électroniques, les fournisseurs d'équipements et terminaux et les installateurs d'équipements radioélectriques ;

Vu le décret n°2015-091/PR du 27 novembre 2015 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le décret n°2014-112/PR du 30 avril 2014 portant sur l'interconnexion et l'accès aux réseaux des communications électroniques modifié par le décret n°2018-144/PR du 3 octobre 2018 ;

Vu le décret n°2014-088/PR du 31 mars 2014 portant sur les régimes juridiques applicables aux activités de communications électroniques, modifié par le décret n°2018-145/PR du 3 octobre 2018 ;

Vu la décision n°038/ARCEP/DG/20 du 23 novembre 2020, fixant les plafonds des tarifs applicables par les opérateurs de communications électroniques mobiles pour l'accès des prestataires de services aux codes USSD ;

Vu la décision n°174/ART&P/DG/19 du 25 octobre 2019, fixant les redevances d'attribution des codes USSD ;

Vu la décision n°173/ART&P/DG/19 du 25 octobre 2019, déterminant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n°019/ART&P/DG/19 du 4 février 2019, portant sur les modalités d'ouverture des codes USSD aux fournisseurs de services à valeur ajoutée et aux fournisseurs de services financiers ;

Vu la décision n°2011-002/ART&P/CD du 26 avril 2011 portant adoption du plan national de numérotation ;

Considérant la demande d'attribution de numéro vert adressée par courrier n°010/2022/ANPE du 13 janvier 2022 de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;

## **DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

***L'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE)  
N°244 BKK, Avenue de la Chance à côté de l'ancienne  
Eglise catholique de Bè Klikamé  
BP : 4306  
Tél : + 228 22 25 97 74 / 22 25 97 77  
Email : [anpetogo@anpetogo.org](mailto:anpetogo@anpetogo.org)  
Lomé - Togo***

Représentée par **Monsieur Kossi TSIGLO, le Directeur Général,**

Est autorisée à exploiter la ressource en numérotation ci-après : « **8384** »

### **Article 2 : Services exploités**

La ressource attribuée est un numéro court de service voix, pris au bénéfice des usagers pour dénoncer toute forme de corruption et d'arnaque dans l'exercice des activités de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE).

### **Article 3 : Durée**

L'autorisation est donnée pour une durée de quatre (4) ans, renouvelable.

La présente autorisation peut être modifiée à tout moment en cas de nécessité publique ou de réaménagement du plan de numérotation, sous réserve d'un préavis de trois (3) mois, sauf cas d'urgence.

### **Article 4 : Caractère personnel de l'autorisation**

La présente autorisation est strictement personnelle au Titulaire. A cet effet, il ne peut la céder sous quelque forme à un tiers.





## **Article 5 : Champ d'application de l'autorisation**

La présente Autorisation est valable uniquement pour les besoins exprimés à l'article 2. Toutefois, le Titulaire peut, dans le cadre de ses activités, demander l'extension de la présente autorisation à d'autres besoins justifiés.

## **Article 6 : Redevances**

Le Titulaire est tenu de payer à l'Autorité de Régulation toutes les redevances prévues par la législation en vigueur.

## **Article 7 : Renouvellement de l'autorisation**

Si le Titulaire de l'autorisation souhaite obtenir, à son expiration, son renouvellement, il est tenu d'introduire, à cet effet, une demande auprès de l'Autorité de Régulation au plus tard, trois (3) mois avant la date d'expiration de l'autorisation en cours.

## **Article 8 : Retrait de la ressource en numérotation**



Sous réserve de tout droit de recours, l'Autorité de Régulation peut, retirer la ressource en numérotation attribuée au Titulaire si elle n'est pas utilisée douze (12) mois après la date d'attribution.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucun remboursement ou dédommagement de la part de l'Autorité de Régulation.

## **Article 9 : Entrée en vigueur**

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Fait à Lomé, le 18 FEB 2022

**Michel Yaovi GALLEY**

## **Ampliation**

ARCEP..... 3  
Intéressé..... 1